REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité

DÉPARTEMENT DE LA CREUSE

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

CITOYENNES,

CITOYENS,

Votre volonté, clairement exprimée lors du référendum du 28 Septembre, est à l'origine de ces élections.

J'AI FAIT CAMPAGNE POUR LE « OUI », et je suis heureux et fier d'avoir prouvé, avec vous, que la CREUSE n'obéit pas aux ordres de KHROUCHTCHEV, malgré la violente campagne et les insultes de ses fidèles serviteurs, MM. TOURTAUD et FERRAND, les associés d'hier et d'aujourd'hui.

Le Référendum a répondu très exactement aux espoirs que je formulais le 2 Janvier 1956 :

— Réforme profonde de nos institutions,

— Adoption du scrutin uninominal d'arrondissement.

La V[e] République a pris un bon départ, mais le combat n'est pas terminé, et il vous appartient maintenant de choisir votre représentant au Parlement **parmi ceux qui ont voté et fait voter « OUI »,** afin que nos espoirs ne restent pas sans lendemain, et que le régime soit défendu.

La Fédération Radicale-Socialiste de la Creuse m'a fait l'honneur de me désigner à l'unanimité pour représenter la circonscription de GUERET, et m'a donné, comme suppléant, le Docteur JANY, Vice-Président du Conseil Général, Maire d'Auzances.

Nous sommes donc dans cette circonscription **les seuls candidats Radicaux-Socialistes et Centre Républicain** soutenus en outre par le Rassemblement des Gauches Républicaines, et le Centre National des Indépendants.

Le sieur FERRAND Pierre, ci-devant Député progressiste, élu le 2 Janvier 1956 sur la liste Communiste, essaie, une fois de plus, de vous tromper en s'appropriant l'étiquette radicale-socialiste. Il est de mon devoir de dénoncer cette nouvelle imposture, FERRAND n'a jamais été membre du Parti Radical ; il s'est désigné et investi lui-même.

Le Bureau National du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste (1, Place de Valois, à Paris) a tenu, à l'issue de sa dernière réunion, à me confirmer ce que vous savez tous : **FERRAND n'a jamais appartenu au Parti Radical.**

La plupart des grands problèmes qui se posaient à nous en 1956 demeurent. Les événements survenus depuis lors me confirment que les solutions que je préconisais restent seules valables ; je continuerai donc à les défendre.

Il sera désormais possible de soutenir des Gouvernements qui auront un **programme net et ferme,** et les moyens de **tenir leurs promesses.**

La nouvelle Constitution qui doit assurer le renforcement de l'autorité de l'Etat, et la stabilité gouvernementale, donne désormais toute sa valeur à un programme.

Tout d'abord la douloureuse question de l'**ALGERIE** reste au premier plan de nos préoccupations. **Je suis fier d'être le seul Député du Département qui ait investi et soutenu le gouvernement du Général de GAULLE, gouvernement qui, pour la première fois depuis quatre ans, nous donne le sérieux espoir d'un règlement pacifique et raisonnable, sans qu'il soit besoin des « bons offices » étrangers.**

Aujourd'hui, je lui maintiens ma confiance pour obtenir une **Paix libérale et fraternelle** digne de la France, selon le vœu profond de tous les vrais Français.

Le Gouvernement a, comme nous le souhaitions également, donné à notre pays le prestige et l'autorité qu'il avait perdus ces dernières années.

SUR LE PLAN AGRICOLE ET ECONOMIQUE, la **France** se trouve engagée dans une compétition difficile ; en effet, c'est à partir du 1[er] Janvier 1959 que le Marché Commun Européen entrera en application. Des mesures qui seront prises, dépend le succès ou l'échec de cette grande expérience : soit la prospérité, soit la ruine de toute l'Economie Française, et en particulier de son Agriculture.

Je vous rappelle que j'avais soulevé contre ce projet une grave objection : les importantes différences des charges salariales, sociales et fiscales entre la France et ses partenaires, mettaient notre Pays en état d'infériorité.

Aucune garantie, dans ce domaine, n'ayant été obtenue, j'ai combattu le Marché Commun. J'entends maintenant lutter pour que l'égalité des charges des différents pays soit établie, et pour que les producteurs français ne soient pas défavorisés.

Mais des problèmes importants demeurent à l'intérieur de notre économie nationale, intéressant particulièrement notre Département.

Sur le plan Agricole, il faut que les Agriculteurs soient assurés de pouvoir écouler leur production à **des prix indexés sur ceux de l'industrie ;** il est injuste et anormal que les Agriculteurs soient les victimes désarmées de chaque fluctuation du coût de la vie. Cette indexation permettra la modernisation de notre agriculture et l'élévation du niveau de vie des travailleurs de la terre.

Il faut aussi que, pour les **avantages sociaux,** les agriculteurs soient des Français à **« Part Entière ».** Comme tous les autres travailleurs ils doivent être garantis contre les risques de la **maladie, des accidents, de la vieillesse, et des calamités imprévisibles.**

N'oublions pas que la prospérité de l'Agriculture conditionne toutes les autres activités économiques.

Comme par le passé les questions de crédit, d'aménagement et d'équipement, (chemins ruraux, adduction d'eau, électrification, habitat, téléphone, défense sanitaire du cheptel etc...) trouveront en moi un ardent défenseur.

J'entends aussi poursuivre mes efforts pour que la France soit enfin dotée d'un enseignement agricole digne d'elle et de son Agriculture.

Enfin, j'ai donné mon accord aux 14 points de la charte agricole établie par la Fédération Nationale des Exploitants.

Pour la Jeunesse de notre Pays, à l'étroit dans ses classes et sur ses stades, un **effort massif,** et trop longtemps différé, est absolument nécessaire, **en dehors de tout sectarisme, et de toutes préoccupations partisanes.**

La Jeunesse est le grand Capital de la France : il faut le respecter, le défendre, le développer.

Je tiens à dire que je poursuivrai mon action pour le développement des industries existantes ; je continuerai à rechercher l'installation de nouvelles activités industrielles dans notre Département, pour assurer le plein emploi de la main-d'œuvre, et accroître la prospérité économique.

Quant au **COMMERCE ET A L'ARTISANAT,** on sait quelle a été mon action pour la défense de ces corporations.

Malgré de nombreuses promesses qui nous avaient été faites, aucune véritable réforme fiscale n'a été réalisée. Je poursuivrai donc mes efforts pour obtenir **plus de justice sociale, l'égalité fiscale, la révision de la patente, le remplacement des impôts superposés par une taxe unique à la base.** Il faut que les Commerçants et les Artisans puissent travailler dans des conditions normales et ne plus être considérés, par des personnes mal renseignees, comme des profiteurs en grande partie responsables de la vie chère.

Les Ouvriers, les Vieux Travailleurs retraités, les Anciens Combattants, les Pensionnés, les Victimes de la Guerre, peuvent continuer à compter sur toute ma sollicitude.

Fidèle à la doctrine du Parti Radical-Socialiste, **je serai toujours le défenseur de la monnaie et de la propriété.**

J'ai pour adversaires :

— Un candidat socialiste, dont la candidature n'appelle de ma part aucune remarque ; mais il représente un parti politique partisan des nationalisations à outrance, et de la suppression de la propriété privée ;

— **Et les deux compères FERRAND et LABROUSSE,** LABROUSSE, candidat d'un parti qui prend ses ordres à l'étranger et n'a de français que le nom, FERRAND, valet des Communistes depuis 1956, et que tous les honnêtes gens du Département ont jugé depuis longtemps.

POUR :

- **Barrer la route au communisme et à ses alliés ;**
- **Bâtir une France nouvelle ;**
- **Rétablir la Paix en Algérie ;**
- **Faire que les Français puissent vivre dignement et librement du fruit de leur travail ;**
- **Recréer un climat de fraternité et de justice sociale ;**
- **Ouvrir à nos Jeunes les larges perspectives d'un avenir meilleur et sûr ;**
- **Garantir à la France, par la continuité de l'effort, par la stabilité de ses institutions et de sa monnaie, son avenir de grande nation ;**

...VOUS PORTEREZ VOS SUFFRAGES SUR MON NOM.

VOTEZ TOUS DÈS LE PREMIER TOUR.

J'AI CONFIANCE EN VOTRE JUGEMENT.

Olivier de PIERREBOURG

Commandeur de la Légion d'Honneur,

Compagnon de la Libération

Croix de Guerre avec Palme,

Médaille de la Résisance avec rosette,

Conseiller Général,

Député Sortant.

Candidat de la Fédération Radicale-Socialiste

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Docteur René JANY

Vice-Président du Conseil Général

Maire d'Auzances

ATTENTION : Pour être valable, votre bulletin ne doit porter aucune rature ou surcharge.

IMPRIMERIE FOURIAUD — GUERET